



## Afrique du Sud : Au-delà de la protestation des étudiants

Par [Christine Abdelkrim-Delanne](#)

Mondialisation.ca, 20 octobre 2016

[Afrique Asie](#) 30 septembre 2016

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#), [Loi et Justice](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Le mouvement de protestation et de revendication des étudiants sud-africains s'étend et se durcit chaque jour. C'est toute la société inégalitaire qu'ils remettent en question.

Cela fait près de deux ans que les étudiants expriment leur colère face au coût élevé des droits d'inscription, à l'absence de bourses, aux conditions de logement et d'enseignement, à l'exploitation des personnels de service souvent immigrés des pays voisins, aux bas salaires des enseignants, à la prédominance des enseignants « Blancs », l'imposition de l'Afrikans comme langue d'enseignement, autant de facteurs discriminatoires qui leur font dire que l'université sud-africaine reste une « université pour Blancs ».

En mars 2015, la protestation est partie de l'université de Technologie de Tshwane, lorsque les étudiants se sont aperçus qu'ils ne pouvaient pas s'inscrire à cause de leur dette vis-à-vis de l'université, alors que l'institution chargée des bourses et des prêts avait été incapable de tenir ses engagements. Le mouvement s'étendait rapidement à travers le pays sous différentes formes. À l'Université de Cape Town (UCT), par exemple, les étudiants déboulonnaient la statue de Cecil Rhodes, lançant le mouvement contre les symboles encore existant dans tout le pays, du régime d'apartheid. Le mouvement devenait national avec l'annonce par les universités – qui ont une autonomie de gestion et fonctionne par certains aspects comme des universités privées – d'une augmentation des frais d'inscription de 10% en 2016. Les étudiants dénonçaient un système universitaire « anti-pauvres et anti-Noirs ». Le gouvernement fut obligé de geler l'augmentation et décidait de la maintenir pendant deux ans.

En janvier 2016, le président mettait en place une commission spéciale, la *Fees Commission*, chargée d'évaluer la possibilité d'un enseignement supérieur gratuit. Cependant, en septembre 2016, Blade Nzimande, le ministre de l'Éducation supérieure, annonçait contre toute attente que, désormais, les universités décideraient de façon autonome, d'une augmentation en 2017, celle-ci ne devant pas être supérieure à 8%. L'étincelle qui a ravivé le feu. Quant à la *Fees Commission* qui doit présenter son rapport en octobre, elle n'a commencé ses auditions qu'en août dernier, elle est rejetée par la plupart des organisations étudiantes.

Les étudiants considèrent aujourd'hui, et le formulent de façon très claire, qu'il ne s'agit plus seulement de droits d'inscription. Les universités, disent-ils, font partie d'un système qui n'a pas réussi à combattre les inégalités. Ils appellent à la « *décolonisation* » des universités, au retrait de « *tous les symboles de l'oppression et du colonialisme* » des campus et à une révision des programmes « *pour inclure la pensée et les intellectuels* ».

noirs ». Dans la plupart des universités, ils sont activement soutenus par le personnel. « *L'année dernière nous avons montré le pouvoir d'une jeunesse unie et mobilisée capable de secouer un système injuste. Nous avons, aujourd'hui, la responsabilité d'aller au-delà. Le temps est venu pour une éducation libre et gratuite* », a déclaré le Conseil des étudiants de Witwaterstrand.

Après trois semaines de manifestations violentes, tous les campus sont aujourd'hui touchés par le mouvement. Les plus importantes universités – dont Wits, UCT (Cape Town), Pretoria, Durban – ont suspendu les cours. La police a effectué des dizaines d'arrestations. Les Universités qui, aujourd'hui, payent cher leur autonomie, déclarent qu'elles ne peuvent pas, financièrement, assumer un nouveau gel des frais d'inscription. Les actes de violence de certains groupes d'étudiants contre les bâtiments universitaires, comme l'incendie d'un amphithéâtre de l'Université de Johannesburg, se multiplient.

L'organisation officielle des étudiants, le *Students Representative Council*, (SRCs – dominé par la *Democratic Youth Alliance-ANC*) est totalement dépassée par l'organisation indépendante *#FeesMustFall*, née en 2015 à l'Université de Witwaterstrand, tout comme l'ANC et ses organisations de la jeunesse, voire le gouvernement. Le mouvement étudiant, très politisé, est, dans son ensemble, traversé par les mêmes fractures politiques que la société. Au-delà de ses revendications, on peut voir une continuité du rejet des actuels dirigeants exprimé lors des récentes élections municipales, par des jeunes nés en même temps que l'Afrique du Sud démocratique, après l'apartheid, mais qui se revendique comme la « génération Mandela ». La marge de manœuvre du gouvernement est étroite, il est, pour l'instant, dans l'impasse.

Christine Abdelkrim-Delanne

La source originale de cet article est [Afrique Asie](#)

Copyright © [Christine Abdelkrim-Delanne](#), [Afrique Asie](#), 2016

Articles Par : [Christine Abdelkrim-Delanne](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

